

CANDIDATS SUR LE CANTON DE BREST 5

Les élections départementales se dérouleront les 20 et 27 juin. Dans quelle situation ?

Ce que nous disons.

Melvyn HITA: Je me bats sur mon quartier contre les licenciements à la MPT de Pen Ar Créach. Ce n'est vraiment pas le moment de supprimer des emplois d'animateurs dans les quartiers populaires. De plus, les loyers HLM ont augmenté au prétexte de travaux de rénovation.

Mais il y a aussi surtout de la spéculation immobilière ; par exemple, le projet d'immeuble de luxe au Moulin Blanc qui rencontre une forte opposition des habitants.»

Morgane PERNOT-GOARVOT : Je suis pour la défense des services publics sur tout le département. Donc, contre la fermeture des bureaux de postes dans les communes, contre la fermeture des trésoreries sur le département qui pénalisent les collectivités locales. C'est aussi pour cela que l'on s'est battu pour empêcher la fermeture à Brest des Archives départementales.

Jérémie BLONDEL : Étudiant à l'UBO également, on a mené la bataille pour que les moyens soient pris pour la réouverture des universités et la reprise des cours en présentiel.

Les jeunes, les étudiants en particulier, se retrouvent depuis un an sans rien, sans cours, sans boulot,... isolés...

Kristell QUÉAU : Je me présente comme candidate du POID parce que je suis révoltée par la situation faite aux femmes.

Comme d'autres, j'élève seule mon enfant alors que je suis en recherche d'emploi et je trouve injuste la conjoncture actuelle alors que des milliards sont versés à des entreprises qui licencient.

Le 19 mars 2020 Macron a fait avaliser par l'Assemblée nationale unanime le vote des 343 milliards pour les patrons (devenus depuis 560 milliards d'euros).

La conséquence ?

Quatorze mois plus tard, il manque en France (comme partout dans le monde) des millions de doses de vaccins nécessaires à protéger la population; et des milliers de lits de réanimation permettant de soigner; et les moyens permettant aux écoles de

continuer à instruire dans des conditions de sécurité sanitaire ; et des enseignants et des soignants ; et des services publics... Et, pendant ce temps, les centaines de milliards vont aux patrons !

Il manque en France des millions d'emplois, il manque une loi d'interdiction des licenciements... et des centaines de milliards vont aux patrons.

Alors oui, sous la V^e République, l'État est une marionnette des trusts et des multinationales...

Au sommet de l'État, le président de la République est, lui aussi, une marionnette des multinationales. Et que dire des ministres qui exécutent ses ordres ? Et du Parlement réduit au rôle de chambre d'enregistrement ?

En France comme dans le monde entier, les travailleurs veulent la démocratie et la justice. La vague de grèves qui balaie le pays – pour les salaires et l'emploi, contre la précarité et la remise en cause des conditions de travail... – est porteuse de ces exigences.

La démocratie, c'est la loi de la majorité. Mais cette prétendue république – la cinquième du nom – impose, au contraire, la loi de la minorité de profiteurs, d'exploiteurs, de spéculateurs. Cela est vrai quel que soit le président. Les travailleurs en ont fait l'expérience puisque depuis plus de soixante ans se succèdent à la tête de la Ve République des présidents de droite ou

de « gauche » qui tous, quelle que soit leur étiquette, agissent comme des marionnettes des capitalistes.

Si la démocratie signifie la loi de la majorité, alors la démocratie exige de rompre avec ce système.

La démocratie exige d'abolir la fonction de président de la République, véritable roi sans couronne. Elle exige de démanteler les institutions de la V^e République et de briser le carcan de l'Union européenne.

La démocratie exige une Assemblée constituante souveraine, assemblée élue à la proportionnelle, de délégués du peuple, mandatés, contrôlables et révocables par lui et qui ne soient pas payés davantage qu'un ouvrier qualifié.

A la république capitaliste, monarchie sans couronne entre les mains des banques et marionnette des multinationales, opposons la république de la majorité.

Partisan du socialisme, le POID combat pour la république ouvrière qui n'hésitera pas à :

établir l'industrie nationalisée de la pharmacie pour la production de vaccins en nombre permettant à tous ceux qui le souhaitent d'être vaccinés,

rétablir les monopoles des services publics nationalisés ;

interdire les licenciements,

rétablir les libertés d'organisation et de manifestation,

garantir à tous les jeunes le droit effectif à étudier, à égalité, et l'accès à un vrai diplôme, un vrai travail, un vrai salaire,

abroger les contre-réformes de l'assurance chômage et des retraites, confisquer, réquisitionner les 560 milliards honteusement distribués aux capitalistes pour les affecter à l'école, à l'hôpital et aux services publics.

Tel est le combat du POID que nous vous appelons à rejoindre.

Votez Morgane PERNOT-GOARVOT et Melvyn HITA.

Lisez La Tribune des travailleurs.

Contact:
Poid.Brest@gmail.com



COMITÉ DE BREST

